

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 16 • 9 AVRIL 2021 • CHF 3.-

NE: Routes productives ou déroutées écologiques à La Chaux-de-fonds et au Locle? page 3



La giga-arnaque écolo d'Elon Musk à Belin autour de berlines électriques page 6



Naissance de la mondialisation avec Valerie Hansen page 8

Développement durable et résilient

NEUCHÂTEL • Dans le cadre de l'élection au Conseil d'État du 18 avril prochain, 21 personnes se présentent pour cinq places. En lice pour le POP, Julien Gressot, Sarah Blum, Léa Eichenberger et Cédric Dupraz livrent leurs convictions et priorités au cœur de la pire crise de l'histoire suisse. Entretiens croisés.

Depuis deux législatures, le gouvernement cantonal comprend trois élus socialistes. Pour le groupe parlementaire socialiste, le bilan de la législature est positif, marqué par «un État consolidé et une confiance retrouvée». Votre bilan de cette période?

CÉDRIC DUPRAZ Le bilan est simple: Le canton de Neuchâtel a connu un démantèlement social sans précédent. A titre d'exemple, on pourrait citer les attaques contre l'aide sociale, alors qu'elle est l'une des plus basses de Suisse. Des mesures de réduction des forfaits ont été entérinées en 2018 pour les jeunes adultes jusqu'à 35 ans. Le gouvernement a aussi supprimé les aides de ménage pour les rentiers AVS/AI. Mais il a finalement été contraint de revoir sa politique en matière de subsides d'assurance-maladie, qui étaient en dessous des normes fédérales. Nous avons aussi gagné contre le Conseil d'État, qui voulait une centralisation dans le cadre de sa réforme hospitalière, le peuple nous ayant suivi, en approuvant le maintien de deux sites de soins aigus dans le canton à Neuchâtel et à La Chaux-de-Fonds. La crise Covid a montré la justesse de notre position.

JULIEN GRESSOT Cette législature a aussi été marquée par un manque de projets politiques d'avenir. Le plan climat du gouvernement de zéro émission nette en 2050 s'avère ainsi peu ambitieux, restant essentiellement incitatif et peu contraignant. Un autre problème réside dans le fait qu'il autorise des compensations extraterritoriales permettant de polluer ailleurs. Il faut aussi relever la lenteur du gouvernement à traiter les initiatives déposées. Il n'a ainsi pas encore fait passer devant le peuple notre initiative pour la création d'une assurance dentaire déposée en 2015, ni notre initiative cantonale sur la taxation des plus riches ou celle sur des transports gratuits. Il suit son calendrier. Il est indispensable que les initiatives soient automatiquement soumises au peuple dans le respect des délais légaux.

Quelle politique socio-économique préconisez-vous dans un canton surtout connu pour son horlogerie et sa microtechnique?

JULIEN GRESSOT Il faut développer un modèle plus durable et résilient, en diversifiant le tissu économique, car un secteur comme l'horlogerie est très cyclique. Il faut utiliser les compétences locales de personnes qui sont bien formées ici pour des raisons aussi bien fiscales qu'écologiques et de réduction des déplacements.



De gauche à droite: Julien Gressot, Sarah Blum, Léa Eichenberger et Cédric Dupraz, les populistes en lice pour l'exécutif neuchâtelois.

Gustave Deghillage

CÉDRIC DUPRAZ Même si le secteur du luxe et de l'hyper-luxe peut être touché, il est encore trop tôt pour dire ce qui passera pour notre tissu industriel à l'issue de la période de pandémie. Tout dépendra de la reprise ou non. Face à cette situation, nous voulons privilégier une politique de relance par des investissements, notamment dans la recherche ou les nouvelles technologies, mais aussi dans la formation ou l'aide à la personne. Pour financer ce programme, des taxes sur les robots ne doivent plus être tabou. Il serait aussi important de créer un fonds, qui retournerait les entreprises engageant des chômeurs. En matière sociale, nous voudrions aussi instaurer un impôt à la source. Sur une base volontaire, pour faciliter le désendettement des personnes endettées.

LEA EICHENBERGER Pour financer, il faudrait que le gouvernement fasse pression pour exiger une plus grande partie des bénéfices de la BNS, qui se sont montés à 23 milliards en 2020. Il est important que l'État soutienne maintenant les personnes, qui du fait de la crise, sont proches de la précarité. Dans le cas contraire, elles tomberont dans le social, ce qui coûtera finalement plus cher en termes de réinsertion ou de relance d'emplois. J'ajouterai aussi que si la mise en place d'un salaire minimum a été l'un des points positifs de la législature, il faut augmenter le nombre d'inspecteurs en charge de son application, alors qu'aujourd'hui les contrôles

sont dépendants de dénonciations. Je suis aussi pour renforcer l'égalité salariale entre hommes et femmes. Il n'est pas normal que la Loi sur l'égalité remaniée ne propose que de contrôler les entreprises de plus de cent employés. Quant au projet de réforme de l'AVS21, qui prévoit une augmentation de l'âge de la retraite des femmes, je suis contre et voterai en sa défaveur.

SARAH BLUM On constate aussi que dans les Montagnes neuchâteloises, près de 25% des jeunes jusqu'à 25 ans n'obtiennent aucune certification à l'issue de leur cursus. Il faut donc prolonger la formation obligatoire jusqu'à 18 ans comme cela se fait dans le canton de Genève, tout en admettant différentes sortes de formation comme des stages en entreprise ou des séjours linguistiques. Il faudrait même aller plus loin et que l'État puisse aider tout jeune à avoir une première expérience professionnelle. Economiquement, cette mesure, qui évite que le jeune se retrouve tributaire de l'aide sociale, a aussi son sens. Dans la même optique, il nous apparaît important de protéger les apprentis.e.s, en renforçant le contrôle de leurs droits et des salaires par un plus grand nombre d'inspecteurs. Une récente enquête d'Unia montrait que 30% d'entre eux avaient subi du mobbing pendant leur formation.

Les socialistes viennent de lancer une initiative pour favoriser une parité entre

hommes et femmes sur les listes électorales. Votre avis?

SARAH BLUM Le POP avait présenté plusieurs projets favorisant l'égalité et la parité entre les genres suite à son refus d'un projet socialiste qui réclamait deux élections pour le Grand Conseil (une pour les femmes et une pour les hommes). Il avait ainsi déposé un projet de loi dans ce sens, avec des quotas de listes, plus ambitieux d'élections en élections et qui tenait compte des personnes non-binaires. Mais ce projet, longuement discuté en commission, avait été refusé par une majorité du Grand Conseil. Avec le lancement de son initiative proche de notre proposition, le PS annonce bien qu'il est en pleine campagne pré-électorale.

Le canton de Neuchâtel perd des habitants. Vos propositions pour y remédier?

JULIEN GRESSOT Beaucoup de personnes hors canton viennent travailler sur les sites neuchâtelois. A terme, il faudrait envisager une modification de la fiscalité au niveau fédéral, pour que la taxation des impôts soit répartie entre le lieu de travail et le lieu de résidence.

Neuchâtel doit-il être considéré comme un canton pauvre?

CÉDRIC DUPRAZ Les statistiques montrent que le PIB cantonal par habitant figure parmi les six premiers de Suisse. Mais cette richesse ne reste pas dans le



IL FAUT LE DIRE...

Lutter contre les faillites abusives

En 2017, un élu socialiste déposait une motion au Conseil national pour stopper les faillites en chaîne d'entreprises et pour empêcher les champions de l'insolvabilité organisée de nuire à nouveau. Il proposait de refuser l'inscription au registre du commerce (RC) de ces personnes de mauvaise foi, qui œuvrent souvent dans le secteur de la construction ou du second œuvre. Les faillites abusives ont un coût social important, quand des patrons peu scrupuleux, mettent en faillite une entreprise après l'autre, dont ils sont les organes de droit ou de fait, puis en recréent une nouvelle presque immédiatement, parfois par l'intermédiaire d'un homme de paille. Une nouvelle entreprise qui ne tardera pas à faire faillite à son tour et ainsi de suite. «Les salariés, fournisseurs et autres créanciers n'ont alors que très peu de chances de récupérer leur dû, dont la facture échoit parfois à l'assurance insolvabilité. Quant aux concurrents honnêtes de ces "serial failers", ils en subissent la concurrence déloyale, car il est facile de proposer un prix très bas quand on sait que l'on assumera ensuite qu'une part infime des coûts d'exploitation», relevait Jean-Christophe Schwaab.

Si cette motion a été rejetée cette semaine par la Commission des affaires juridiques du Conseil aux États, celle-ci propose quand même de durcir le dispositif. Elle tient ainsi à l'application de l'interdiction pénale d'exercer et veut restreindre la possibilité offerte actuellement aux entreprises de ne pas se soumettre au contrôle restreint de leurs comptes (opting out). Il importe maintenant d'aller au bout de la démarche, de proposer des mesures pour punir formellement les faillites en cascade et que la liberté du commerce ne prime pas sur l'impératif de mettre hors circuit les profiteurs du système.

«D'autres solutions peuvent être mises en place, comme d'interdire à une société surendettée de transférer gratuitement ou presque son patrimoine à une autre entité ou de déplacer son siège dans un nouvel arrondissement de faillite pour se soustraire à certaines contraintes qui protègent les créanciers», précisait Sophie Michaud Gigon, du service juridique de la Fédération romande des consommateurs (FRC) au moment de la sortie en juin 2020 du projet législatif du Conseil fédéral sur le sujet. Un projet qu'elle estimait largement insatisfaisant.

JDr

Suite en page 2

Suite de la page 1

canton et part vers les sièges sociaux des entreprises dans d'autres cantons. L'autre problème a trait aux disparités de revenu et de fortune. 3% des ménages possèdent 45% de la fortune totale du canton. Face à cette situation, il faut renforcer la progressivité de l'impôt sur les hauts revenus et les grandes fortunes.

Comment faire que le canton s'unifie et évite les tiraillements entre le Haut et le Bas de son territoire?

JULIEN GRESSOT Pour nous, cela passe par un rééquilibrage des investissements. Le canton prévoit d'investir 80 millions dans l'Université à Neuchâtel, mais n'envisage presque rien dans le Haut. Est-il normal que le Canton soutienne complètement le Laténium (plus grand musée archéologique de Suisse, ndr), alors que le Musée international de l'horlogerie (MIH), qui compte de fabuleuses collections, ne reçoit que des miettes? Sans ce partage des ressources, il sera difficile d'unifier le canton.

SARAH BLUM Un programme comme Vitamine, qui prévoit le transfert d'une centaine d'employés de la fonction publique dans le Haut du canton va dans le bon sens, mais il faudrait faire plus, comme équilibrer les investissements dans l'ensemble du canton.

LEA EICHENBERGER A titre d'exemple, le canton de Neuchâtel reçoit 23 millions de la Confédération, au nom des compensations géotopographiques pour l'aide aux communes d'altitude, au-dessus de 800 mètres. Or, Neuchâtel n'en redistribue que 7% aux communes concernées contre 100% dans le canton de Berne. Voilà pourquoi, nous avons été obligés de lancer une initiative pour une juste répartition de la péréquation entre les communes en 2020.

Faut-il s'attendre à une vague verte? Qu'en sera-t-il du groupe POPVetsSol au Grand Conseil à l'avenir?

SARAH BLUM Le groupe fonctionne bien et est complémentaire sur de nombreux sujets. Si les Verts peuvent apporter leurs compétences sur des questions énergétiques, le POP défend son expertise en matière sociale, de formation ou d'écologie sociale, en défendant des propositions écologiques, qui ne soient pas antisociales. Nous sommes ainsi en faveur de quotas de carbone par personne plutôt que de taxes uniques, qui frappent uniformément riches et pauvres. Quant à savoir si les Verts voudront former un groupe indépendant, tout dépendra de leurs résultats. Nous aviserons au moment voulu.

Cette élection se fait dans le cadre d'une nouvelle loi électorale, avec notamment l'instauration d'une seule circonscription au niveau du canton. A quoi vous attendez-vous?

CÉDRIC DUPRAZ Excluant les membres de l'exécutif comme moi-même de siéger au Grand Conseil, la fusion des districts en une circonscription unique va réduire la politique de proximité et favoriser les candidat.e.s et les professions, qui ont un rayonnement cantonal comme les avocats ou les professeurs. Bref, cette année encore, plus de 2 électeurs sur 3 n'iront pas voter! Nous avons et aurons un potentiel de développement énorme!

JULIEN GRESSOT Le principe d'une représentation minimum garantie pour certaines régions est bien au-dessous de celui qui proposaient les districts. Ce qui fait que certaines localités comme Val-de-Travers seront pénalisées, d'autant plus que le nombre de députés passe de 115 à 100. ■

Propos recueillis par Joël Depommier

Les scénarios sanitaires de l'USAM et de l'UDC

SUISSE • Malgré une situation sanitaire délicate, on pousse à droite pour l'allègement des mesures en place, ce qui n'est pas sans risques.

Le patronat a le sens du timing. Lundi, alors que l'Union Suisse des arts et métiers (USAM) donnait une conférence de presse intitulée «Stress-test pour la démocratie Suisse – Sortons du lockdown!», l'Organisation mondiale de la santé (OMS) prévenait que la pandémie est à un «point critique», avec des infections qui croissent de manière exponentielle à l'échelle mondiale (AFP).

Situation préoccupante

Si cette explosion du nombre des cas est particulièrement due à la situation en Amérique du Sud et en Asie, en Europe, deuxième continent le plus touché, à ce jour, la situation reste très préoccupante. En Suisse, depuis le 1^{er} mars, date de réouverture des commerces dits «non-essentiels», le nombre de cas détectés n'a pas cessé d'augmenter. Il est ainsi passé depuis d'environ 1000 cas par jour en moyenne hebdomadaire, à près de 2000, la semaine dernière (OFSP). Le taux de positivité des tests PCR a, quant à lui, bondi passant de 5,9%, le 2 avril, à plus de 12%, lundi dernier¹. Pour rappel, la dernière fois qu'un tel taux a été atteint, c'était début octobre. Début novembre, on s'interrogeait sur le «tri» des patients en cas de manque de lits disponibles.

Enfin, il y a ces variants qui émergent de toutes parts, notamment au Brésil où le dénommé P1 semble en partie responsable du véritable cataclysme qui y est en cours. La chaîne guyanaise, *La 1ère*, rapporte que plus d'une personne sur deux hospitalisée en soins intensifs au Brésil aurait moins de 40 ans. A ce jour, on dénombre 13 cas sur notre sol de ce virus importé «considéré comme préoccupant en raison de la probabilité d'une nouvelle infection et de l'efficacité réduite de la vaccination» par l'OFSP.

Nouvelles vagues

Voilà, en substance, les conditions du moment qu'a choisi l'USAM pour exiger la fin «immédiate» de ce qu'elle qualifie de «lockdown» (confinement). La faitière des associations patronales des PME laisse entendre que la protection ciblée, soit le dépistage de masse, le traçage, l'isolation des contacts, les «concepts de protection» (mesures et gestes barrières) et la vaccination, suffiraient dès à présent.

Pourtant force est de constater que l'application des quatre premières, certes de manière imparfaite à l'automne, n'a pas empêché une nouvelle vague, que des mesures plus strictes telles que la limitation drastique des regroupements et une longue fermeture des commerces «non-essentiels» ont participé à faire péniblement redescendre.

Quant à la vaccination, si elle constitue un bon outil pour faire face à l'épidémie, elle n'est pas la



Les paris hasardeux des milieux patronaux et de l'UDC sur l'évolution de la situation sanitaire ressemblent parfois à la roulette. DR

panacée. D'abord, elle ne concerne à ce jour, qu'environ 8% de la population – bien que près de 30% ait reçu une première dose, soit insuffisamment pour atteindre l'immunité collective avant quelques mois au rythme actuel. Ensuite, les lois de l'évolution voulant qu'un organisme soumis à une pression de l'environnement évolue, impliquent qu'à trop s'appuyer sur la vaccination, en laissant une forte circulation du virus s'opérer, on pourrait augmenter le risque de voir apparaître des variants qui contournent l'immunité conférée. Cela serait désastreux pour toute la planète, y compris le patronat, et surtout le plus petit.

Réouverture problématique

Bien que peu sanitaire fondée, cette petite musique de la réouverture généralisée avec des mesures de protection, on l'entend toutefois également dans l'arène politique. Ainsi, sur les réseaux sociaux tourne depuis dimanche une vidéo de l'UDC dans laquelle un membre du parti s'insurge. «Depuis des mois, les chiffres-clés telles les admissions à l'hôpital, l'occupation de lits en soins intensifs et les décès sont bas», affirme-t-il évasivement. Sans préciser par rapport à quoi et alors que les hos-

pitalisations étaient en hausse jusqu'à la semaine dernière (OFSP). Il ajoute que la «plupart» des personnes à risque sont «maintenant vaccinées.» En réalité, près d'une personne sur deux (43%) de plus de 80 ans n'est pas encore vaccinée et moins d'une sur trois l'est chez les plus de 70 ans (OFSP). Qu'importe. L'UDC estime injustifiable que des secteurs entiers de l'économie et la majorité de la population, «qui ne sont pas menacés par le virus», continuent à être «victimes» de mesures «disproportionnées» et «exige» du Conseil fédéral qu'il autorise l'ouverture, dès la semaine prochaine des activités qui ont des mesures de protections.

Au passage la formation en profite pour tacler les Conseillers fédéraux du PLR qui ne remettraient pas suffisamment en question le «leadership» du socialiste Alain Berset. Et seraient «systématiquement alignés» sur les revendications de la «gauche». Ceci histoire de tracer au passage une ligne politique artificielle, entre «pour» et «contre» l'ouverture, indépendamment des données scientifiques et dangers encourus. ■

Jorge Simao

¹ En raison de la stratégie de tests, ces données pourraient être surévaluées de manière indéterminée.

La «Critical», une manif qui dérange

GENÈVE • La pression continue de monter sur la «Critical Mass», cette manifestation importée des États-Unis à Genève.

Elle consiste à se retrouver en nombre à bicyclette, chaque dernier vendredi du mois, afin de circuler dans la bonne humeur. Et par là revendiquer une amélioration des conditions de circulation offertes aux personnes qui n'utilisent pas de moteur pour se déplacer.

Le vendredi 26 mars, Roger* arrive aux abords du pont des Bergues, lieu habituel du rassemblement auquel il participe depuis des années. «Il y avait beaucoup de policiers, une dizaine de motards et une demi-douzaine de fourgons», raconte-t-il. «Dès Bel-Air, il y avait de nombreux contrôles policiers. Si vous étiez deux à vélo et jeunes vous étiez contrôlés.»

Dispersion inefficace

Au lieu de départ de la protestation, Roger constate que la police tente de la disperser à de nombreuses reprises, sans succès. Plus tard, alors que les

cyclistes qui arrivent de la Servette et se dirigent vers Plainpalais, les motards de la police font barrage sur le Boulevard James-Fazy. Bien qu'il n'ait pas assisté au moment plusieurs sources concordantes lui racontent que les forces du désordre ont alors chargé frontalement le groupe de cyclistes. Pour ceux.celles qui ne sont pas familières de cet événement, il faut savoir que les motards peuvent avoir à l'arrière un passager en mesure de se servir de sa matraque. Ce type d'unité, que Roger qualifie de «voltigeurs», n'est pas sans danger pour les manifestant.e.s¹.

Incident à déplorer

Si personne n'a été blessé vendredi dernier une roue de vélo a été pliée par un motard. Ce que semble confirmer un article du site d'information romand *Renversé.co* écrivant: «Un voltigeur monte sur le trottoir et percuté violemment la roue d'un partici-

pant. Le motard perd ensuite l'équilibre et lâche son véhicule qui tombe sur le côté». Toujours selon le site, le malheureux cycliste aurait non seulement perdu une roue mais aurait été interpellé et conduit au poste pour 24 heures de garde à vue. Il serait poursuivi «pour empêchement d'accomplir un acte officiel (ne pas s'être arrêté sur ordre de la police) et accusé de lésion corporelle simple contre le motard qui l'incrimine dans sa chute».

Manif sans autorisation

Interrogé sur cette augmentation de la pression policière sur le mouvement, Roger estime que l'occasion fait le larron et que les autorités se sont saisies de la crise sanitaire pour «écraser le mouvement. Autogéré, ce dernier n'a jamais demandé d'autorisation². C'est oublié que les premières pressions sont apparues au printemps de l'année dernière. Nous y

avons d'ailleurs consacré un article en septembre 2020 après avoir assisté à une opération musclée faisant déjà suite à un barrage policier.

S'il reste à connaître les origines et les intentions de cette politique de répression policière, son but est évident: mater le mouvement car il dérange. Ce qui est une bonne nouvelle pour «la Critical», puisque l'objectif de nombre de manifestations est justement de déranger l'ordre établi, de lui mettre des bâtons dans les roues. ■

Jorge Simao

*Prénom fictif

¹ Du nom des unités motorisées françaises dissoutes après la mort en 1986 d'un jeune homme, Malik Oussekin, et relancées depuis sous le nom de Brigades de répression de l'action violente motorisées.

² Selon la loi sur les manifestations sur le domaine public du 26 juin 2008, «la police procède à la dispersion des manifestations non autorisées ou qui ne respectent pas les conditions de l'autorisation.» (ndlr)

Routes productives ou déroutées écologiques

NEUCHÂTEL • Contournements routiers dans Les Montagnes neuchâteloises. Le choix est-il entre qualité de vie ou bétonnage intempêtif?

La mobilité est un des grands enjeux du XXI^e siècle. Et comme dans tous débats, des arbitrages doivent parfois être faits entre diverses solutions, dont aucune n'est totalement idéale. La question des contournements routiers de La Chaux-de-Fonds et du Locle fait partie de ces interrogations difficiles, qui placent devant des choix complexes.

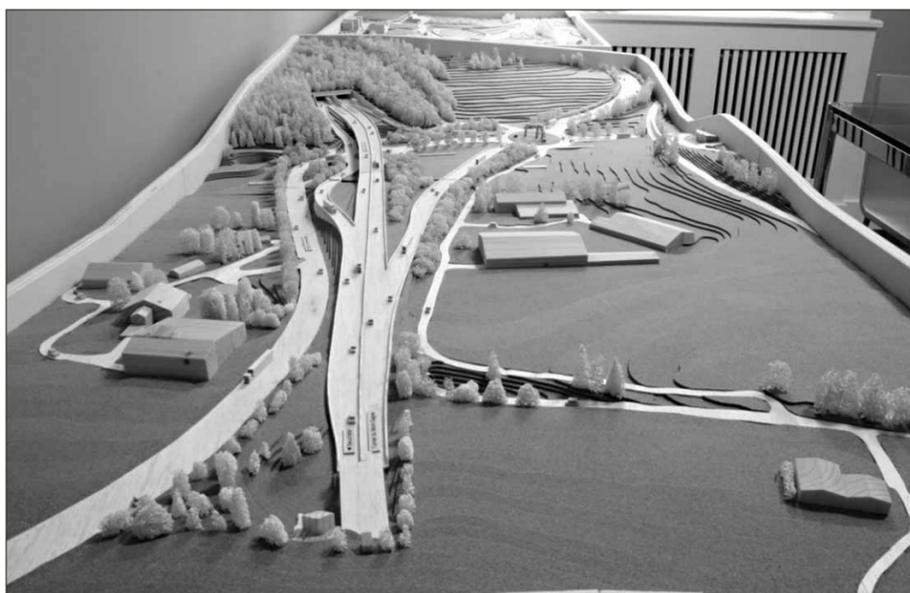
Contournements routiers controversés

En effet, en ce siècle d'urgence climatique qui n'est désormais plus guère contestée hors par quelques «hurluberlus», comment envisager de bétonner et prévoir de nouvelles voies de circulation? Mais, d'un autre côté, peut-on laisser les populations de ces villes dans une situation invivable? Ce débat a occupé dernièrement le Grand Conseil. Il pourrait bien finir dans les urnes avec la volonté affichée par certain.e.s député.e.s Verts et de SolidaritéS, essentiellement du Bas du Canton, de lancer un référendum. Ceci après les élections cantonales pour ne pas s'aliéner les électrices et électeurs du Haut du Canton.

Replaçons le débat. Ces deux villes sont les dernières de Suisse et probablement en Europe à ne pas avoir de solutions de contournement routier dignes de ce nom. Conséquences? Des cités embouteillées, irrespirables. Avec des voitures qui prennent toute la place et des espaces publics peu conviviaux voire dangereux. Tout cela occasionnant une grande difficulté à développer des projets d'aménagement positifs comme des zones piétonnes.

Pendularité et intense trafic

Les deux villes des Montagnes neuchâteloises offrent un grand nombre d'emplois avec comme corollaire une grande pendularité. Elles connaissent également un trafic interne important. La



Des contournements d'agglomérations surchargées par les flux automobiles font débat à La Chaux-de-fonds et au Locle. DR

qualité de vie s'en trouve fortement diminuée et des solutions doivent être trouvées. Plusieurs projets d'envergure sont prévus ces prochaines années. Ainsi pour améliorer la mobilité par une ligne ferroviaire directe reliant La Chaux-de-Fonds à Neuchâtel et deux projets de contournements routiers des villes du Haut. Ces projets étaient attendus depuis belle lurette par les populations urbaines qui étouffent sous la fumée des pots d'échappement.

Mais des voix s'élèvent pour contester l'utilité du projet de contournement Est de La Chaux-de-Fonds. Celui-ci est en partie financé par le Canton et donc attaquant par référendum. L'argument central est que ce projet bétonnera encore

plus notre nature et ne changera pas véritablement la donne concernant le trafic. Leur solution pour améliorer la qualité de vie? Diminuer le nombre de véhicules sur les routes. Si cette solution est évidemment souhaitable, elle ressemble à un Yaka sans offrir de véritables résolutions aux habitants des Montagnes, les condamnant ainsi à souffrir de pollution sonore et atmosphérique jusqu'à ce qu'il y ait moins de voitures.

Retard des investissements

Construire des routes n'est certes pas souhaitable en soi. On peut donc comprendre celles et ceux qui dénoncent ce projet au nom de l'urgence climatique. Il faut toutefois tenir compte

du contexte de retard considérable dans les investissements tant fédéraux que cantonaux dans cette région. Et de l'ensemble du projet qui permettra d'améliorer considérablement la qualité de vie régionale.

À La Chaux-de-Fonds, un plan directeur partiel des mobilités (PDDM) a été voté en 2019 pour une réduction du trafic en Ville, couplée à une politique de stationnement. Il défend un Centre-Ville en partie piétonnisé, une politique de macarons, de parkings d'échange, des rues interdites à la circulation et certains axes clairement définis comme des routes collectrices. Ce dernier facteur entraînera une augmentation du trafic sur certains axes, ce qui est le point faible du projet.

Plan directeur perfectible

Mais cet élément est en partie compensé par le fait que les effets de ce PDDM doivent être analysés régulièrement afin de prendre des mesures supplémentaires si des objectifs chiffrés ne sont pas atteints. De plus, ce PDDM accepté par l'ensemble des groupes politiques chaux-de-fonniers, a été jugé insuffisant par le POP. Il a apporté plusieurs postulats visant à l'améliorer. Ainsi la possibilité de réduire la vitesse du trafic sur les routes collectrices ainsi que d'interdire le trafic nocturne de transit des gros véhicules au Centre-Ville. Mais aussi d'aménager une rue entièrement dévolue à la mobilité douce et de piétonner la Place du marché.

Ainsi, nous pensons que les villes du Haut ne doivent pas être laissées en marge. Ce projet, qui devra encore être perfectionné à l'interne, permettra une véritable amélioration de la qualité de vie et un développement de villes plus durables et vivables. ■

Julien Gressot

Pour des emplois fixes et verts

GENÈVE • Avec l'appui de la gauche combative, du PS et des Verts, la CGAS lance une initiative cantonale pour la création d'emplois sociaux et écologiques et la réduction du temps de travail.

C'est très symboliquement dans la cour privée de l'Office cantonal de l'emploi (OCE), que les initiants ont lancé leur initiative «1000 emplois par an». Pour le syndicat Syna, Komia Kpogli a fait le topo de la situation sur le front de l'emploi à Genève. «En janvier 2020, le taux de chômage était de 3,2%. Il est passé en février 2021 à 5,5%, ce qui représente 19'500 chômeurs inscrits. Avec les salariés en temps partiel, en sous-emploi ou non-inscrits, 30'000 personnes sont à la recherche d'un emploi dans le canton», souligne le secrétaire syndical.

Face à cette situation, la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), ainsi que le Cartel intersyndical, ont décidé de prendre le taureau par les cornes en lançant une initiative pour la création d'emplois sociaux et écologiques et en faveur de la réduction du temps de travail. «Le montant minimal alloué à la création d'emplois est fonction du taux de chômage calculé pour le canton par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Il correspond au minimum à 100 millions de francs par an avec pour objectif de créer 1000 emplois supplémentaires chaque fois que le taux de chômage moyen annuel de l'année précédente est de 5%», précise le texte de l'initiative. «Ces emplois doivent être créés dans les collectivités publiques cantonales et municipales, les établissements subventionnés et les institutions publiques ou privées à but non lucratif, poursuivant des buts d'intérêt

public», souligne encore le texte. «Des secteurs comme les soins à domicile (IMAD) ou la protection de mineurs sont en sous-effectif chronique et en surcharge de travail», explique Paolo Gilardi, membre du syndicat SSP. Revenant sur la crise que traverse le secteur aérien, qui malmène l'aéroport de Genève, où travaillent près de 11'000 salariés, le syndicaliste souligne que la période est favorable à la reconversion professionnelle de certains de ces travailleurs. Il milite pour que cette transition écologique se fasse sans casse sociale. Voilà qui explique aussi la présence d'une jeune militante de la Grève du climat pour défendre l'initiative. Pour Manuela Cattani du syndicat SIT, la possibilité de créer des emplois «durables et stables» au sein des TPG (transports publics) ou dans le développement des énergies renouvelables aux Services industriels genevois (SIG) fait partie de l'objectif. Pour Jocelyne Haller, du syndicat Avenir social, il est important de créer des emplois en CDI et non des pseudo-emplois de réinsertion comme l'Etat en a mis en place dans le cadre de l'aide sociale. «Ces emplois dans des domaines aussi divers que l'énergie, les transports, la planification territoriale, la gestion des déchets, la formation ou l'approvisionnement alimentaire permettront notamment de favoriser la mise en œuvre des plans zéro carbone qui sont peu à peu adoptés par les autorités», soulignent les initiants. Dans le même temps, l'initia-

tive entend faire la promotion de la réduction du temps de travail «afin de maintenir ou de créer des emplois». Elle stipule que l'Etat encourage les entreprises et les secteurs économiques publics et privés à réduire significativement la durée de travail sans réduction de salaire, de manière à atteindre en 2030 la semaine des 32 heures pour un temps complet. Jonglant avec les chiffres, Pablo Guschetti, secrétaire syndical à Unia, a rappelé que la Suisse est à la traîne. «Le temps de travail est de 43 heures en Suisse, alors que la moyenne européenne se monte à 39 heures. Des pays comme la Hollande ou l'Allemagne connaissent des semaines travail de 34,5 heures ou 36 heures», a souligné le syndicaliste. A titre d'exemple, il a rappelé que la Migros n'a pas réduit son horaire de 42 heures depuis 1980. L'objectif est de passer à la semaine de 4 jours.

«Avec notre initiative, nous entendons non seulement apporter une réponse aux défis que posent la transition écologique et les besoins sociaux de la population liés notamment à l'évolution démographique, mais également et surtout offrir aux travailleuses et travailleurs dont l'emploi est menacé une perspective primordiale et très concrète pour eux.elles: celle de retrouver le plus vite possible un emploi, stable et aux conditions usuelles, et socialement utile», ont conclu les initiants. ■

JDr



IMPRESSUM

Société d'édition de GaucheBdo
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
Amanda Isoet, présidente

Rédaction
redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35

Administration
administration@gauchebdo.ch

Abonnements
abo@gauchebdo.ch
Tarifs sur: www.gauchebdo.ch/abo
CCP 12-9325-6

Maquette
Solidaridad Graphisme, 1204 Genève

Impression
Pressor, 2800 Delémont

Parution
Gauchebdo paraît 40 fois par année

ON NOUS ÉCRIT

L'agriculture toujours en question

Par la mondialisation, l'agriculture du pays se trouve mêlée aux grands défis de notre époque: climatique, environnemental, migratoire, social, sanitaire et militaire.

Ceux-ci viennent fonder les préoccupations majeures présentes et à venir auxquelles l'agriculture ne peut être soustraite. Sujet des prochaines votations fédérales, l'agriculture du pays ne repose pas simplement sur une branche qui serait menacée d'être scindée par deux initiatives populaires.

Mais c'est bien le corps de l'arbre dans son ensemble qui est malade de l'agro-industrialisation financiarisée et mondialisée. Sa logique actuelle est de tous les paradoxes. En quête perpétuelle d'une rationalité motivée par la compétitivité, elle a fait baisser les prix. Et ainsi la part de l'alimentation dans le coût de la vie. Elle consomme dix calories pour en produire une. Dans les champs, l'agriculture accompagne la photosynthèse, source d'énergie naturelle, alors qu'elle consomme massivement l'énergie fossile. Technobureaucratie et pollution.

Elle méprise et chasse du terrain les femmes et les hommes munis d'un savoir ancestral pour les remplacer par une technobureaucratie parasitaire hors-sol. Elle affaiblit l'immunité, la fertilité et la résistance des sols, croyant la compenser par des artifices chimiques et mécaniques. Les coûts collatéraux deviennent exorbitants en termes de pollution, de santé publique, de perte de la biodiversité, de transport, de réchauffement climatique, de chômage, de bio-invasion, d'exode rural global et local.

Encastrée dans l'import-export, l'agriculture suisse importe 50% de ces besoins alimentaires et exporte l'équivalent de 20% de la surface agricole en produit laitier. Elle importe plus de cent mille tonnes de pâtons et viennoises précuits et décline presque autant de céréales panifiables en fourrage. Nous importons près d'un million de tonnes de fourrage alors que globalement nos surfaces agricoles sont saturées de fumure.

Fermes portées disparues

Effectivement notre agriculture change. Mais en quoi? Pour le bien de qui? L'indicateur le plus révélateur de ce changement est donné par le corps du métier lui-même. En ce pays, 1000 fermes disparaissent chaque année. Le travail est payé au prix du marché local et mondialisé. Les charges de travail et de bureaucratie ne cessent d'augmenter. Une vague de dépression embrume les campagnes et la relève professionnelle est difficile. Les politiques agricoles d'étranglement provoquent amertume et ressentiment. Le syndi-

calisme paysan a été cassé par le néolibéralisme du chacun contre tous les autres.

Agriculture arc-en-ciel

La crise dans laquelle s'inscrit l'agro-alimentaire rend toujours plus caduque la paix, la justice sociale, la santé publique, la liberté et la démocratie. «Du chaos naît la créativité», dit le dicton, celle de prendre SOIN de la planète, des femmes et des hommes, de la biodiversité, de la fraternité, de la paix et du présent-futur en général. Pour ce faire, il est temps de remettre en cause le socle néolibéral de notre politique agricole. La Gauche, les Verts et les associations environnementales ne peuvent construire du durable sur ce fondement néolibéral mondialisé. L'agriculture doit s'installer dans la souveraineté démocratique, bénéficier de la régulation des marchés afin de pouvoir décider son avenir. Le monde agricole doit mettre à profit cette majorité de citoyennes et citoyens qu'il craint et combat iniquement aujourd'hui. Ceci de peur de voir les initiatives aboutir et leur proposer un projet rencontrant les attentes sociétales. Un projet redonnant sens, grandeur et revenus au paysannat et au pays.

Voter oui à l'initiative «Pour une suisse libre de pesticide» va de soi. Quant à elle, l'initiative «Pour une eau propre» mérite l'abstention, tant elle scinde l'agriculture en deux, laissant libre cours à une agriculture intensive prompte à souiller encore et toujours l'eau. ■

Paul Sautebin,
ex-président d'Uniterre du JU-JB

Covid-19, retours critiques sur l'An I

Ce lecteur fait part de ces constats a posteriori sur les mesures sanitaires et de lutte contre la pandémie. Ses propos n'engagent que leur auteur.

Voilà plus d'une année que la pandémie fait des ravages causant des millions de morts. Voilà plus d'une année que les différents gouvernements de cette planète prennent des mesures totalement inefficaces. Voilà plus d'une année que ces gouvernements privilégient la santé de l'économie capitaliste au détriment de celle des populations humaines. Voilà plus d'une année que les populations perdent des libertés au nom de la sécurité, alors que le virus gagne du terrain. Bien sûr, si on est toujours plus intelligent après, force est de reconnaître que bien des erreurs auraient pu être évitées dès le départ en prenant quelques mesures allant de soi.

Tout d'abord, si l'origine d'un virus provient d'un endroit spécifique, il faut tout de suite mettre la

zone en quarantaine afin de s'assurer que le virus ne se propage pas. Par précaution, on met également les autres zones avoisinantes en quarantaine. Au niveau mondial, il est plus prudent de fermer sans condition toutes les frontières durant le laps de temps que dure l'épidémie jusqu'à ce qu'elle disparaisse entièrement de la région infectée.

Les populations vivant dans les zones en quarantaine doivent avoir accès aux tests et aux soins gratuitement. La quarantaine étant levée uniquement si 100% des tests sont négatifs et ce après plusieurs tests... Les charges financières des personnes vivant dans les zones de quarantaine qui sont notamment le loyer ou les assurances doivent être suspendues exceptionnellement durant tout le temps que dure l'épidémie...

Cette pandémie n'a apparemment pas fait que des perdants: les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) se sont goinfrés grâce au commerce en ligne et à l'utilisation massive d'Internet durant cette période de confinement, alors que les multinationales versées dans les produits pharmaceutiques – plus communément appelées «Big Pharmas» – ont rapidement et chèrement vendus leurs vaccins (voir par exemple l'article «Pfizer, les profits d'une pandémie», *GaucheBdo* 12.03.21) dont actuellement les personnes vaccinées découvrent bien malgré elles les effets secondaires.

En ces temps de troubles, les théories du complot fleurissent comme au printemps, notamment celles qui consistent à dire que tout cela a été fait exprès et que cette pandémie a été organisée par des élites occultes dans un but obscur. Théories qui n'ont pas leur raison d'être, car:

Les élites économiques et politiques n'ont rien de secret et s'affichent en plein jour... Leur but n'est pas non plus un secret. Ils nous l'ont dit eux-mêmes et je citerais l'ancien président de la République Française... Nicolas Sarkozy: «Nous irons ensemble vers ce Nouvel Ordre Mondial et personne – et je dis bien personne – ne nous y empêchera.» Cela fait depuis que le capitalisme existe que la bourgeoisie veut réduire les salariés à l'état d'esclaves.

Maintenant, il n'y a pas besoin d'être complotiste pour s'apercevoir que les représentants politiques de la classe dirigeante récupèrent à leur profit les méfaits de la pandémie. On est nombreux à constater les dérives fascisantes des sociétés dites démocratiques au nom de la lutte contre la pandémie. Il y a même des gens qui accusent certains dirigeants – à tort ou à raison – d'utiliser la pandémie comme moyen génocidaire – article «Bolsonaro ou le chaos pandémique», *GaucheBdo*, 12.03.21...

En attendant, le décompte des morts continue et la population est à bout de nerfs, aussi bien à cause de la pandémie que les mesures prises soi-disant à son encontre. ■

Alain Pesse

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Humiliation faite à Ursula von der Leyen

Partout, des Amériques à l'Europe, de l'Asie à la Russie de Poutine et à la Turquie d'Erdoğan, l'époque devient celle des autocrates. Ces formes d'extrême droite ont en commun la violence, le racisme, la discrimination à l'égard des minorités, la misogynie. Leur idéologie prospère sur les mêmes ressorts: la peur du déclassement ou du «remplacement», le creusement des inégalités, la brutalisation économique, la xénophobie, la faiblesse des utopies.

On a vu à l'œuvre pendant quatre ans la misogynie de Trump, qui est heureusement hors course depuis le 20 janvier 2021. On voit celle de Bolsonaro, fermement opposé à l'avortement, qui se permet des remarques insultantes envers les femmes députées, ministres, présidentes. En Italie, Matteo Salvini, chef de la Lega, reste accroché aux années 50: la femme est l'ange du foyer ou une putain. En Hongrie et en Pologne, Viktor Orbán et Andrzej Duda veulent interdire l'avortement. Qui est menacé dans un grand nombre de pays.

Le président turc Recep Tayyip Erdoğan nous a choqué.e.s depuis longtemps par sa misogynie, considérant les femmes comme des ennemies. Il a retiré samedi 20.3.21 la Turquie d'un emblématique traité international luttant contre les violences faites aux femmes, malgré la hausse des agressions et le nombre des féminicides. Comme si le problème n'existait pas. Ou plutôt parce que cela nuirait aux «valeurs» familiales traditionnelles.

Le camouflet qu'infligea le mardi 6 avril, Erdoğan à Ursula von der Leyen, présidente allemande de la Commission européenne n'a donc guère étonné. On voit le leader turc en compagnie de Charles Michel, président du Conseil européen, et de l'Allemande au moment de prendre place, il n'y a que deux fauteuils... pour les séants des deux mâles. Ursula von der Leyen reste un moment debout, interloquée (on le serait à moins) par leur mufflerie. Son «euh» ne suscite aucune réaction. Elle finit par s'asseoir sur un canapé, à l'écart, en face du ministre des Affaires étrangères de la Turquie, Mevlut Cavusoglu, posé sur un autre canapé. Ce qui représente un affront supplémentaire.

Ces images ont fait le tour du monde. Voilà ce qu'on retiendra d'une rencontre qui aurait dû envoyer un message de fermeté et d'unité de l'approche européenne à l'égard de la Turquie. Le «SofaGate» a peut-être affirmé Ursula von der Leyen dans ses propos sur les droits des femmes en Turquie tenus après la réunion lors de sa conférence de presse.

Devant le scandale provoqué par ce camouflet, la diplomatie turque s'est dédouanée en prétendant que la salle était toujours aménagée de cette manière, avec seulement deux fauteuils. Or des images antérieures montrent le contraire: trois fauteuils pour trois personnes: Erdoğan et deux anciens dirigeants de l'UE, Donald Turk et Jean-Claude Juncker traités sur plan d'égalité en septembre 2016, à Hangzhou, en Chine.

Quant au service du protocole du Conseil européen, il a fait valoir qu'il n'avait pas eu accès au préalable à la salle où devait se tenir la réunion. De toute manière, il est ahurissant que Charles Michel n'ait pas réagi sur le moment, erreur protocolaire ou pas. Il aurait dû céder son siège à Ursula von der Leyen, non seulement par courtoisie mais par simple politesse. Ou au moins relever l'inadéquation de la situation. Ursula von der Leyen occupe sa fonction depuis le 1.12.19, comme Charles Michel la sienne. D'aucuns parlent de préséance, mais les deux charges sont d'égale importance. Il y aurait une jalousie de la part de Charles Michel. Serait-il assez stupide pour se venger de sa consœur?

La courte séquence du SofaGate a déclenché mercredi une polémique à Bruxelles et sur les réseaux sociaux autour du hashtag #GiveHerASeat. Plusieurs eurodéputé.e.s y ont vu une nouvelle provocation d'Erdoğan. «Ils se retirent d'abord de la Convention d'Istanbul et maintenant, ils laissent la présidente de la Commission européenne sans siège en visite officielle. Honteux», a tweeté la cheffe de file des sociaux-démocrates au Parlement européen, Iratxe García Perez. Quant à la libérale néerlandaise, Sophie in't Veld, elle a soutenu que les choix qui avaient été faits n'étaient pas une «coïncidence».

«L'Europe, quel numéro de téléphone?» aurait demandé Henri Kissinger en 1970. En effet, l'Europe est une agrégation d'États-nations, sans visage ni répondant.e en cas de besoin. Il semble que la situation n'ait guère évolué en 50 ans. Dotée d'un parlement, l'UE fonctionne sur la base d'un consensus des chefs d'État et de gouvernement. Mais les décisions prises sont souvent contestées et donnent le sentiment d'une autorité obscure («les technocrates de Bruxelles») qui déterminerait le sort de 503 millions de personnes sans leur demander leur avis. Ce sont pourtant bien les dirigeants.e.s des 27 pays, élu.e.s par leurs peuples, qui décident. Mais leur diversité: 23 langues officielles et plus encore de parlées; des paysages nordiques et méditerranéens; des régimes parlementaires, présidentiels ou de monarchies sans pouvoir; du droit anglo-saxon et du droit latin; des § d'État et des États laïcs; des buveurs de café et des adeptes du thé, les économistes du nord et les dépendants du sud... rend l'UE bien difficile à gérer.

Si l'on n'attendait pas grand-chose du dictateur Erdoğan, dont la misogynie est l'un des credos, on pouvait en revanche espérer mieux de Charles Michel, homme d'État belge, qui fut Premier ministre de 2014 à 2019, avant de devenir président du Conseil européen. Voir ces deux hommes sourire aux caméras, forts de leur «supériorité» masculine, sans la moindre attention à l'autre invitée, donnait la nausée. La «diplomatie», ce jour-là, fut roulée dans la fange, donant d'elle-même une image désastreuse, dont elle aura de la peine à se remettre. Les instances de l'UE ont-elles le pouvoir de licencier cet indigne représentant?

L'incident est également révélateur de la misogynie profonde et omniprésente qui pourrait les relations partout dans le monde, de la structure familiale aux États les plus puissants. En n'accordant pas un fauteuil à Ursula von der Leyen, on lui laisse entendre, symboliquement et littéralement, qu'en tant que femme, elle n'est pas l'égale des hommes, que sa «place» n'est pas dans les hautes instances, mais au foyer, comme durant les millénaires antérieurs, comme dans les religions, toutes misogynes.

Huguette Junod

GaucheBdo a besoin de votre soutien!

CCP: 12-9325-6

Impôt minimum contre l'évasion fiscale

ÉTATS-UNIS

Face à l'urgence des crises, le pays milite pour une réforme de la fiscalité internationale et un accroissement des taxes payées par les grandes multinationales. Une percée historique avant un accord mondial malgré l'opposition de paradis fiscaux?

Il semblait impossible que le débat sur le dumping fiscal et la baisse constante de la contribution des entreprises aux finances publiques dans le monde vienne des États-Unis. Surtout après avoir vu comment Trump a réduit l'impôt américain sur les sociétés (IS) de 35% à 21% pour se joindre à la course aux rabais fiscaux. Mais le vent est en train de tourner pour la lutte contre l'évasion fiscale des entreprises après que Janet L. Yellen, secrétaire au Trésor américain de la nouvelle ère Biden, a déclaré le 6 avril: «Nous travaillons avec les pays du G20 pour convenir d'un taux minimum mondial d'imposition des sociétés qui puisse ralentir la course vers le bas».

Restaurer la classe moyenne

Dans un fil de discussion sur Twitter, Mme Yellen s'est montrée plus précise quant aux intentions de ces négociations: «Il s'agit de faire en sorte que les gouvernements disposent de systèmes fiscaux stables qui génèrent suffisamment de recettes pour investir dans les biens publics essentiels et répondre aux crises, et que tous les citoyens partagent équitablement la charge du financement du gouvernement.»

Lorsque la crise frappe, les mantras libéraux s'effondrent. L'administration Biden le sait et ne le cache pas. Un journaliste a demandé au président s'il n'avait pas peur que les entreprises quittent le pays avec la hausse de l'impôt sur les sociétés qu'il a annoncée, qui passeront de 21 à 28%. Biden a été clair: «Pas du tout, car rien ne prouve que cela se produira.» Il a également déclaré sur le compte Twitter officiel de la présidence, celui avec lequel M. Trump a défendu son *Make America Great Again* basé sur des réductions d'impôts. «Voilà le truc: Wall Street n'a pas construit ce pays, la grande classe moyenne américaine l'a fait. Il est temps pour nous de reconstruire la classe moyenne.»

Enrayer la défiscalisation

Dans ce même discours devant les caméras, le leader démocrate a mentionné l'un des nouveaux scandales fiscaux dans son pays. Une étude de l'Institute of taxation and economic policy a montré que 55 multinationales américaines, dont Nike et la société de livraison de colis FedEx, n'ont pas payé un seul dollar d'impôt fédéral sur le revenu en 2020. Si elles avaient payé 21% de leurs bénéfices, les 55 entreprises auraient payé un total collectif de 8,5 milliards de dollars en 2020, selon l'étude. Au lieu de cela, ils ont reçu 3,5 milliards de dollars d'allègements fiscaux. L'enquête s'est répandue comme une traînée de poudre à la une des médias américains, dans un contexte de crise économique et sanitaire qui a donné une légitimité et des ailes au nouveau président.

Les actions de Biden et Yellen vont de pair. Le président annonce qu'il va augmenter les taux de l'IS, tandis que Mme Yellen fait pression sur le G20 pour qu'il fixe un IS minimum proche des 28% visés par le leader étasunien. La question est maintenant la suivante: face à la pression du Trésor américain, que feront les autres pays et la Commission européenne? Dira-t-elle à l'Irlande, aux Pays-Bas ou au Luxembourg qu'ils devront augmenter la taxe à un minimum convenu?

Action historique anti dumping fiscal

«Un impôt minimum mondial élevé peut changer le visage de la mondialisation», a déclaré l'économiste français Gabriel Zucman sur les médias sociaux, estimant que cette mesure pourrait faire en sorte que «ses principaux gagnants (les multinationales) paient plus d'impôts, au lieu d'en payer de moins en moins», comme c'est le cas depuis trois décennies. Avec Emmanuel Saez, Zucman a publié le livre *Le triomphe de l'injustice* (Taurus, 2021), dans lequel, entre autres mesures fiscales, il défend l'impôt minimum mondial. Les recherches menées par les deux économistes et reprises dans le livre soulignent que «si les pays du G20 imposaient demain un taux minimum de



25% à leurs multinationales, plus de 90% des bénéficiaires mondiaux seraient immédiatement taxés effectivement à au moins 25%».

Dans la même veine, Susana Ruiz, directrice de la fiscalité à Oxfam, voit dans ce soutien des États-Unis un «changement radical» après le torpillage du processus de réforme fiscale internationale dans le cadre du G20 et de l'OCDE pendant le mandat de Trump. Outre les intentions de M. Biden de relever l'IS, les propos de Mme Yellen et «l'engagement de faire pression en faveur d'un minimum mondial d'imposition des sociétés constitueraient une mesure radicale et nécessaire», a-t-elle déclaré à notre journal. «Ce serait un changement à 180° pour freiner l'évasion fiscale».

Espagne, Europe et FMI favorables

En Espagne, le projet séduit. Le chef du gouvernement socialiste Pedro Sánchez, a déclaré lors d'une conférence de presse, qu'il considèrerait essentiel d'aborder au niveau mondial «un taux minimum d'imposition des sociétés». Le président s'associe ainsi pour pointer du doigt ces entreprises qui «ont fortement revalorisé leur capitalisation en bourse mais qui concurrencent dans des conditions d'inégalité d'autres entreprises qui paient des impôts». Il se réjouit que les États-Unis «aient adopté cet agenda progressiste en matière économique que le gouvernement espagnol défend depuis un certain temps».

A la même date, et après avoir annoncé il y a quelques jours la nécessité de mettre en place des systèmes fiscaux plus progressifs où les hauts revenus contribuent davantage à la sortie de crise, le Fonds monétaire international (FMI) s'est positionné en faveur de l'IS minimum mondial. Son économiste en chef, Gita Gopinath, a déclaré que le FMI était «depuis longtemps en faveur d'un impôt minimum mondial sur les sociétés». M. Gopinath a expliqué que pour sortir de cette nouvelle crise, il sera nécessaire de prendre des mesures fiscales importantes et que les efforts nationaux des États «doivent être complétés par une coopération internationale forte pour limiter le transfert de bénéfices et la fraude et l'évasion fiscales».

Pour le secrétaire à l'économie de Podemos, Nacho Álvarez, ces démarches des États-Unis et du FMI vont dans la bonne direction. «L'accord de coalition signé entre UN Podemos et le PSOE

comprend déjà la même mesure pour le cas de l'Espagne: une réforme de l'impôt sur les sociétés pour garantir une imposition minimale de 15% pour les grandes entreprises», a-t-il précisé.

La Commission européenne (CE) n'a pas fait de déclaration officielle, mais Daniel Ferrie, l'un de ses porte-parole pour les questions économiques, a aussi été interrogé sur les déclarations de Mme Yellen. Il a fait savoir que cette nouvelle impulsion américaine rapproche un éventuel accord en juin de cette année, date à laquelle l'OCDE (voir *Gauchebdo*, 5.02.20) d'abord, et le G20 ensuite, se réuniront pour traiter la question délicate et bloquée de la taxation de l'économie numérique et de l'évasion fiscale des multinationales.

Taux minimum à définir

Si le débat sur l'impôt minimum est ouvert, son fonctionnement pose aussi des questions. La principale est de fixer ce que sera l'impôt sur les bénéfices qui devra être perçu au minimum dans les pays adhérant à cet accord. Certaines voix, comme celle de M. Zucman, indiquent que 25% est un niveau inférieur acceptable et même faible, compte tenu des taux d'imposition d'autres périodes de crise, comme après la Seconde Guerre mondiale et pendant la guerre de Corée, où l'IS aux États-Unis a atteint 47%.

Mme Ruiz est quelque peu plus conservatrice: «Ce sera un changement historique si l'on parvient à ce que les grandes entreprises paient au moins 21% sur leurs bénéfices dans chacun des pays où elles génèrent de la valeur». Mais elle craint que l'on ne conclue un accord sur un taux d'imposition inférieur. Ainsi à 12,5% comme celui existant en Irlande, et qu'au final les pays utilisent ce plafond pour finir par abaisser tous leurs IS à cette limite, ce qui serait une perte encore plus grande pour les caisses publiques de tous les pays. Nous devons attendre le mois de juillet ou les prochaines déclarations de Yellen et de la CE pour voir où cela nous mène.

L'économiste de Podemos regrette qu'«aujourd'hui, de nombreuses grandes multinationales se situent bien en dessous de 10% dans le taux effectif, grâce aux diverses exonérations et allègements fiscaux dont elle bénéficie». Pour M. Álvarez, la fixation d'un taux minimum à l'échelle mondiale «permettra non seulement de répartir plus équitablement la charge

fiscale dans les pays de l'OCDE – en renforçant la progressivité – mais aussi d'élargir la marge fiscale pour faire face à la reconstruction économique après la pandémie», conclut-il.

Lieu d'imposition

L'autre pierre d'achoppement ou grande inconnue à éclaircir en juillet est le lieu d'imposition des entreprises. De nombreux autres facteurs entrent en ligne de compte, tels que les nouveaux modes de création de revenus issus de l'économie numérique ou les milliers de conventions bilatérales de double imposition signées entre tous les pays. Les États profitant des techniques d'érosion de la base et de transfert des revenus (BEPS) mises en œuvre par les multinationales pour économiser des impôts, comme l'Irlande, les Pays-Bas ou le Luxembourg, ainsi que les entreprises elles-mêmes, au premier rang desquelles les grandes sociétés technologiques américaines, voudront jouer leurs cartes et boycotter l'éventuel accord par tous les moyens possibles.

Malgré les doutes, les principaux gouvernements du monde et ceux qui avaient auparavant adopté la course vers le bas en matière d'impôts et toléré le dumping fiscal semblent vouloir arrêter l'hémorragie. Les États-Unis poussent en avant le débat, et les coups de pouce américains ont toujours beaucoup de poids dans les changements et reconfigurations économiques mondiaux.

Système fiscal plus juste

«Le système fiscal international doit devenir plus équitable et plus redistributif, non seulement pour augmenter la collecte des impôts aux États-Unis mais aussi dans chaque pays», déclare le coordinateur d'Oxfam. Des mots dans lesquels nous pouvons trouver des similitudes avec la phrase que Mme Yellen a prononcée après avoir appelé à une plus grande collaboration mondiale pour faire face à cette crise: «America first must never mean America alone» (*L'Amérique d'abord ne doit jamais signifier l'Amérique seule*). ■

Yago Alvarez Barba

Paru dans *El Salto*

A lire sur www.elsaltodiario.com/fraude-fiscal/biden-fmi-sanchez-impuesto-minimo-global-empresas-luchar-contra-elusion

La giga-arnaque écolo d'Elon Musk à Berlin

ALLEMAGNE • Tesla veut conquérir le marché européen des grosses berlines électriques avec une méga-usine dans une forêt aux abords de Berlin. Un projet qui bénéficie de plus d'un milliard d'euros d'aides publiques, malgré le bilan carbone accablant du véhicule produit.

Le 1^{er} décembre 2020, Berlin honorait le patron de Tesla comme un visionnaire. Elon Musk recevait le prix Axel Springer de «l'esprit d'invention et de la force de l'innovation» dans les étages de la tour de la maison d'édition des quotidiens *Bild*, *Die Welt* et d'une brochette de publications populoc-conservatrices. Mise en scène hollywoodienne: le public est embarqué à bord d'un vaisseau SpaceX virtuel, tandis que défilent sous ses yeux les réalisations de l'homme, qui promet d'emmener jusque sur Mars une sélection de Terriens méritants. Une voix solennelle étranglée par l'émotion conclut: «Un homme peut changer le monde.» Le récipiendaire grimpe sur un podium. Les applaudissements crépitent. Le ministre de la Santé, Jens Spahn, qui a tenu à se libérer de ses obligations Covid pour quelques minutes, fera à son tour un vibrant éloge du personnage.

Gourou de la «mobilité clean»

Elon Musk est comme chez lui à Berlin. Surtout depuis qu'il a décidé de construire dans une des forêts de conifères qui ceinture la ville une Gigafactory (méga-usine) pour y fabriquer les automobiles électriques Tesla qu'il destine au marché européen. Les travaux sont bien avancés et le démarrage de la production est prévu pour le début de l'été. Durant la pandémie, le champion du capitalisme vert, gourou de la «mobilité clean», est devenu l'homme le plus riche du monde, selon le classement *Bloomberg* publié en janvier dernier. A 188 milliards de dollars (162 milliards d'euros), sa fortune personnelle dépasse désormais d'un peu plus d'un milliard celle de Jeff Bezos, le patron d'Amazon.

Elon Musk est en terrain conquis. Les autorités locales ont fait mieux que de lui dérouler le tapis rouge. Le land du Brandebourg qui entoure la capitale a offert 270 millions d'euros pour la construction de la Gigafactory automobile. L'Etat fédéral a mis au pot pour le chantier du site



Le gigantesque complexe industriel de Tesla en construction près de Berlin. Pour des véhicules aux conséquences délétères sur l'écosystème.

mitoyen de fabrication de batteries. Au total, Tesla bénéficie de plus d'un milliard d'euros d'aides publiques. La forêt, rasée sur plus de 2 millions de mètres carrés, une production d'au moins 500'000 véhicules par an, une promesse de 13'000 emplois créés en vitesse de croisière. La plus grande unité de fabrication de batteries d'Europe. Tout doit se conformer aux ambitions astronomiques du providentiel chevalier du ciel du capital états-unien.

Plusieurs recours juridiques déposés

Les travaux démarrés en 2019 ont été menés tambour battant, moyennant de nombreuses dérogations administratives. Cependant, d'irréductibles associations écologistes locales dénoncent les conséquences sur la faune, la flore et surtout le pompage

des ressources en eau. Ce projet menace de fragiles équilibres locaux, jusqu'à induire un potentiel impact toxique sur les réserves en eau potable, tant la fabrication de batteries inclut de lourds procédés chimiques.

Plusieurs recours juridiques ont été déposés. Ce qui retarde l'attribution d'un permis de construire définitif, indispensable à l'achèvement des travaux. Coup de colère du milliardaire: il vient d'envoyer une lettre salée aux autorités, se disant «irrité» d'être en attente à cause de lenteurs locales «en directe contradiction avec l'urgence de se conformer aux objectifs climatiques» affirmés par le gouvernement fédéral.

Elon Musk fait monter la pression politique. Lui et ses grosses voitures électriques sont les vrais défenseurs du climat. Et rien ne doit entraver

leur marche. Le rappel à l'ordre vise à mettre hors circuit la Grüne Liga et d'autres associations. Non sans quelques résultats immédiats, puisque les Verts, en mal de montrer leur capacité d'adaptation au capitalisme vert dans leur course à la chancellerie à l'occasion de l'élection du Bundestag de septembre prochain, ont vertement remis en place l'association.

Fabrication des véhicules très gourmande en énergie

Pourtant, la fabrication et même l'utilisation d'une voiture Tesla polluent. Le bilan en matière d'émissions de gaz à effet de serre d'un véhicule de type Model Y, qui sera produit dans le Brandebourg, sera même plutôt supérieur à celui de vulgaires crossover thermiques. Plusieurs

dizaines d'études scientifiques le démontrent, relève une enquête du site écologiste Reporterre¹. Il y a deux raisons essentielles à cet apparent paradoxe: la fabrication des véhicules est très gourmande en énergie, en particulier leur équipement en grosses batteries, dont les éléments constitués de métaux rares viennent du bout du monde.

Surtout, le courant nécessaire à leur production comme à leur fourniture en carburant va être délivré par l'un des réseaux électriques les plus carbonés d'Europe. Le lignite, ce charbon brun qui détient le record absolu des émissions de CO₂, reste en effet la principale composante du mix énergétique local.

Un peu plus au sud de la Gigafactory aux confins du Brandebourg et de la Saxe, les centrales thermiques qui surplombent les cratères géants des mines à ciel ouvert de Jämschwalde et Nochten figurent ainsi parmi les plus redoutables souffleries de CO₂ du pays et de l'UE.

Giga-bulle spéculative

Si la giga-arnaque écolo bénéficie de plus fortes complicités à Berlin, Bruxelles, comme au sein des administrations successives des États-Unis, elle a aussi un énorme talon d'Achille: son mode exponentiel de croissance financière. Tesla, à elle seule, constitue en effet une giga-bulle spéculative. La valeur de son titre en Bourse a été multipliée par... 7 en 2020, sa valeur actionnariale dépassant désormais celle des groupes automobiles européens Renault, Peugeot, Volkswagen et BMW, pris tous ensemble. La fracture béante entre ce giga-doping financier et les vérités, environnementales comme économiques, issues du monde réel peut, tôt ou tard, faire exploser en vol le vaisseau Tesla. ■

Bruno Odent

Paru dans *L'Humanité*

1 «Non la voiture électrique n'est pas écologique», enquête de reporterre.net, en trois volets.

En Équateur, douche froide pour le «corrésisme»

AMÉRIQUE LATINE • Le conservateur Guillermo Lasso a remporté le second tour de l'élection présidentielle face à Andrés Arauz, héritier politique du dirigeant socialiste Rafael Correa. Il s'apprête à mener une politique conforme aux dogmes libéraux.

Le banquier conservateur a été élu, dimanche, président d'Équateur, déjouant les pronostics qui donnaient comme favori le jeune économiste, figure de la «révolution citoyenne» de 2007. Arauz avait pourtant revendiqué sa victoire, l'espace de quelques heures, avant que l'avance de Lasso, élu à plus de 52%, ne soit confirmée par l'ensemble des sondages issus des urnes. «Le 24 mai prochain (date de la passation officielle de pouvoir – NDLR), nous assumerons avec responsabilité le défi de changer le destin de notre patrie et d'atteindre l'Équateur d'opportunités et de prospérité auxquelles nous aspirons», a promis Guillermo Lasso depuis sa ville natale de Guayaquil (Sud-Ouest).

Andrés Arauz a de son côté rapidement admis sa défaite: «Je le féliciterai pour le triomphe électoral obtenu aujourd'hui et lui démontrerai nos convictions démocratiques», a

déclaré l'héritier politique de l'ancien président socialiste Rafael Correa, qui était pourtant arrivé en tête du premier tour organisé le 7 février dernier.

Le retour des vieilles potions néolibérales

L'avenir s'annonce sombre pour ce pays pétrolier, écrasé par le fardeau de la dette et une crise économique aggravée par la pandémie de Covid-19. Au-delà des slogans de campagne de Guillermo Lasso, prêt à donner sa «vie au peuple» et promettant «un Équateur libre et démocratique», la droite officiellement de retour aux affaires, adepte du libre-échange, vise un déficit zéro pour ne pas aggraver la dette», tout en annonçant le retour des vieilles potions néolibérales devant permettre la création de «deux millions d'emplois».

En clair, l'Équateur devrait poursuivre sur la voie des politiques d'aus-

terité vantées par Lasso, fidèle de l'Opus Dei, qui s'était incliné en 2013 face à Rafael Correa puis en 2017 contre son successeur, Lenin Moreno. La presse a beau célébrer le retour de la droite libérale à la tête du pays, Moreno avait pourtant déjà endossé le rôle de traître et de fossoyeur du «corrésisme», dont il prétendait à l'origine incarner la continuité. L'opposition a été battue (le 24 mai 2017 – NDLR), mais pas sûr que la révolution citoyenne l'ait emporté», avertissait Rafael Correa, alors que Moreno se préparait à liquider l'héritage de son mentor. A peine élu, ce dernier ouvre effectivement son gouvernement à des représentants du patronat et de la droite, confiant notamment le portefeuille de l'Économie à Richard Martínez, l'équivalent local du président du Medef.

Ce n'est donc pas un «retour de la droite» aux affaires, comme l'écri-

vent nombre de commentateurs, mais bien la continuité de l'œuvre de Lenin Moreno, «Judas» équatorien de Rafael Correa, qui avait opéré un spectaculaire rapprochement avec l'administration de Donald Trump. Battant des records d'impopularité, Lenin Moreno avait également pactisé avec le Fonds monétaire international et instauré, outre la flexibilisation du marché du travail et les coupes dans les dépenses publiques – y compris dans le secteur de la santé – une hausse des prix des carburants, laquelle avait entraîné un vaste soulèvement populaire en octobre 2019.

Yaku Pérez a pavé la voie au triomphe de Guillermo Lasso

Pour s'imposer, Guillermo Lasso a pu compter sur le report des voix de certains des partisans de Franklin Ramirez Yaku Pérez, troisième homme de

la présidentielle, qui avait su mobiliser au-delà de l'électorat «indigène», lequel représente environ 7% de la population équatorienne.

En refusant de donner la moindre consigne de vote, tout en appelant son électorat à l'abstention, ce tenant d'une écologie libérale à rebours du traditionnel discours «classiste» a pavé la voie au triomphe de Guillermo Lasso. Le nouveau président aura mis plus de vingt ans à faire oublier son passé de ministre de l'Économie du président Jamil Mahuad (1998-2000), lorsque la grave crise financière qu'il avait dû affronter s'était soldée par un gel des dépôts bancaires des épargnants et le remplacement de la monnaie nationale par le dollar, entraînant une forte dépréciation des actifs et la ruine de centaines de milliers d'équatoriens. ■

Marc de Miramon

Paru dans *L'Humanité*

Bernard Noël, l'écriture en résistances

DISPARITION • Le poète, romancier, essayiste, critique d'art, traducteur et infatigable pourfendeur de la censure et des violences policières est mort à 90 ans. Il est l'une des plus grandes et singulières voix pensant l'écriture de la littérature française.

A l'orée d'un village, Bernard Noël frappe par ses cheveux arborescents comme coiffés par l'orage. Cet autodidacte de formation culturelle évoque son cher souci des arbres portés récemment disparus alentours. Leur sécheresse insondable, inexplicable. Due à une possible pollution des sols et nappes phréatiques. Reviennent alors chantourner à l'oreille ses vers à l'ombre de nos fins à venir: «... les mots déjà/ butinent dans la gorge/ grand arbre/ blanc debout/ nos feuilles sont dedans/ et la mort nous lèche/ est la seule bouche du savoir» (*Grand arbre blanc*). A l'ère pandémique, létale et confinée face à la survie, comment ne pas se remémorer cette oeuvre de l'effacement, son infatigable quête du «Je», du Temps visant à s'égarer dans et par l'écriture?

Écriture et oubli

Pour ce natif de Sainte-Geneviève-sur-Argence (Aveyron) élevé par ses grands-parents, la parole s'accorde avec l'identité désorientée d'un narrateur. Elle la remet en question. «Qui suis-je quand je parle? qui suis-je quand j'écoute?» (*Une Messe blanche*, 1970). Parler de lui. Dire qu'il monte à la capitale en 1949, empaumer des études de journalisme et de sociologie. Relever qu'il vit ensuite de traductions avant que d'être aussi correcteur, lecteur et secrétaire dans une modeste maison d'éditions. Puis employé au sein de la bibliothèque historique de la Ville de Paris. Noël publiera ensuite romans et poèmes salués par l'avant-garde littéraire, plus d'une cinquantaine de titres. Dont des écrits sur l'art (*Magritte*, 1977). Restant à l'écart des écoles littéraires, il fut une figure tutélaire pour des générations d'auteurs nés après lui.

Les événements qui le marquèrent de leur sceau indélébile sont ceux de sa génération: la bombe atomique d'Hiroshima, les récits et témoignages sur les camps Nuit et Brouillard, la découverte des crimes de Staline, Guerres au Vietnam, en Corée et Algérie. En écho possible à ces cicatrices mêlant intime et histoire et à l'écriture vécue comme la seule manière d'oublier un sens qui se refuse, l'unique outil pour vivre, l'homme creuse un sillon déroutant, inédit autour de l'oubli. Pour *Le Livre de de l'oubli* (1979), il réunit des fragments, questionnements, esquisses de dialogues, poèmes, maximes, notes de lectures qui portent le mouvement de l'oubli. Un oubli exigeant logiquement bien plus que paradoxalement, l'écriture.

«On ne crée pas avec la mémoire, mais avec l'oubli», rappelle cet écrivain archéologue. A la fois voix royale et chemin escarpé, cet ouvrage met en mouvement une pensée pour ferrailer avec le vide et la nudité, l'impersonnel dans le personnel, le savoir non su que l'histoire de l'hu-

manité a déposé en nous. «La mémoire n'offre que du déjà vécu, déjà su: l'oubli révèle de l'inconnu au fond de lui dissimulé. L'exercice de l'écriture, pour peu qu'il soit débarrassé d'intentions, fait surgir et s'exprimer des éclats de l'immense dépôt commun que notre langue recueille depuis toujours. Aucune parole n'est perdue mais toutes sont oubliées en attendant que nous reviennent par l'écriture des parties impersonnelles de ce que nous savons sans le savoir.»

Corps et silences

1958. Il publie *Extraits du corps*, un recueil poétique décomposant littéralement le corps. Avant de se réfugier dans près d'une décennie de silence, pour faire à nouveau écritures. A ses yeux, le silence n'est qu'un état de la parole. Il l'ouvre et la referme, elle en vient et s'y accomplit. Loin d'être apaisement, le mutisme se révèle douleur, impossibilité à dire. Voici une brassée d'une dizaine de poèmes. Ils se font sismographes, cartographes d'un corps démembré, mis à nu.

Comme dans une leçon d'anatomie poétique tirant les chairs du clair-obscur, redoublant leurs tourments et drames. Poèmes violents et violents d'un écrivain de vingt-huit ans face à ce que l'on nommait alors les «événements» d'Algérie, la guerre de Corée ou les tortures en Indochine dans leur violence systémique. Fidèles à une vision cyclique, certaines expressions retournent à la Bible. En témoigne «Je suis la terre et l'affaïssement de la terre» retrouvant le rythme et la grammaire de «Je suis poussière et redeviendrait poussière».

S'en aller et revenir coexistent

Après des poèmes à faible diffusion, il a connu une relative notoriété grâce au scandale d'un roman érotique qui lui vaut des poursuites pour outrage aux bonnes mœurs, *Le Château de Cène* (1969), en grande partie pour son chapitre où le narrateur fait l'amour avec des chiens sur un rivage désert. Et ce constat: «L'ordre moral est moins obtus qu'on serait tenté de le croire. L'ordre moral, c'est l'ordre de l'esprit. Il peut fort bien se servir de ce qui, apparemment, le conteste: l'érotisme, par exemple.» Noël expliquait s'être ici libéré du traumatisme de sa génération, la guerre d'Algérie. Condamné en 1973, il bénéficie d'une amnistie après l'arrivée au pouvoir de Valéry Giscard d'Estaing. Ce qui est magnifique, dans *L'Outrage aux Mots* (1975), c'est la simplicité dans la nécessité de dire ce qui n'appartient pas au domaine du dicible. Et simultanément, l'appréhension de voir son discours instrumentalisé par le pouvoir combattu.

En 1988, sa première pièce de théâtre, *La*



Bernard Noël en attente d'une prose protéiforme autour de l'absence, où ce qui est dit n'est déjà plus là.

© John Foley/P.O.L.

Reconstitution aborde une bavure policière dévoilant un CRS abattant un jeune homme à Paris en 1986. Parlant du corps, l'écriture y installe un regard exploratoire, au scalpel et métaphorique. Ce regard capte la nudité d'un être-là, étant par excellence le «signe du corps» (*Treize cases du Je*, 1975). Proche de certains surréalistes, Bernard Noël s'acharne à attester en écrivant l'impuissance de l'écriture. Et que toute vérité de la connaissance demeure en suspension entre les lignes, dans ce qui est inaccessible (*Le Syndrome de Gramsci*, 1994). L'écriture demeure toutefois une expérience insurpassable, indispensable: «... n'avoir plus faim n'abolit pas la faim,/ et les nommer ne scelle pas les choses.» (*La Face de silence*,

2002). Dire, écrire chez lui, ce n'est pas traduire un savoir, c'est tendre à atteindre, sans le pouvoir, vivre et mettre en morceaux le corps sans pouvoir le connaître par les mots, tant les images sont le non-dit du texte. Son œuvre peut être nommée, en ce sens, un corps de paroles s'inspirant de Mallarmé, Blanchot et Bataille. Mais elle est unique par cette blancheur symbolisant l'écriture, stable et mouvante. Entre apparition et disparition. Images d'une survie et d'une mort indissolublement liées, «où fin et commencement coexistent» (*Le Lieu des signes*, 1971). Notre éternel présent assurément. ■

Bertrand Tappolet

Bernard Noël a publié 25 livres aux Editions P.O.L.

Histoire politique de la gauche face à la nation

ESSAI • Dans son ouvrage, l'historien Jean-Numa Ducange revient à travers les théories et les pratiques sur la question de la nation en débat au sein du mouvement ouvrier.

La nation a retrouvé ces dernières années une place centrale dans le débat public. A gauche et pour ceux qui se réclament de l'histoire du mouvement ouvrier, il existe aujourd'hui des conceptions différentes sur l'attitude à adopter par rapport à la pertinence du cadre national: abolition des frontières?, dépassement inévitable?, levier d'action pour une politique de transformation sociale? Ces débats ne sont pas neufs.

Dans son livre, l'historien et maître de conférences à l'université de Rouen Jean-Numa Ducange revient aux origines de ces débats, et insiste particulièrement sur les mondes germanophones, des années 1848 aux lendemains de la Première Guerre mondiale. La nation, et l'internationalisme, qui n'est pas la négation du fait national, ont donné lieu à des interprétations et à des expériences historiques concrètes aux XIXe et XXe siècles. D'emblée, l'auteur réfute l'idée selon laquelle Marx et les marxistes n'ont

jamais rien eu à dire sur la question nationale. Pour autant, il serait malaisé d'établir une définition «socialiste» ou «marxiste» de la nation.

Ainsi, Jean-Numa Ducange s'emploie à étudier les tentatives de définition aux niveaux théorique et pratique de la nation, qui n'est pas seulement un concept, mais fait aussi l'objet d'appropriations militantes par les symboles et par l'histoire. A Berlin, Vienne ou encore à Prague, les social-démocraties du monde germanophone ont formulé des propositions politiques variées pour répondre aux questions posées par la combinaison entre une idéologie internationaliste revendiquée et les réalités «nationales». Parmi celles-ci, les thèses fondatrices des nationalités «austro-marxiste» de Karl Renner et d'Otto Bauer retiennent l'attention par leur caractère tout à fait novateur pour l'époque. D'autres figures comme Rosa Luxemburg, Karl Kautsky et son article sur la «nationalité moderne» en 1887, Victor Adler en Autriche ou

August Bebel en Allemagne doivent être prises en compte, alors que leurs voix comptent en tant que militants influents ou dirigeants de parti.

La Première Guerre mondiale bouleverse les perspectives

Si l'auteur s'intéresse aux débats théoriques, il montre aussi comment les militants se sont approprié la nation à travers leur pratique politique quotidienne. Les mouvements ouvriers sont sensibilisés à une autre vision de la nation portée par les socialistes, ces derniers ne s'inscrivant pas en rupture avec l'histoire et la culture nationales, loin de là, comme c'est le cas pour le poète allemand Friedrich Schiller, qui fait l'objet de commémorations lors du centenaire de sa mort en 1905. Marx et ses continuateurs pensent aussi d'autres horizons, à savoir les espaces extraeuropéens désignés sous le vocable d'«Orient» (Inde, Chine, Égypte, Maroc...). En 1911, l'Autrichien Bauer publie un texte à pro-

pos des «révolutions orientale», faisant le bilan de la séquence ouverte par la révolution russe de 1905. En France, la question nationale ne se pose pas dans les mêmes termes aux socialistes. Ils évoluent dans une République unitaire, mais il y a un point commun avec la démarche des sociaux-démocrates germanophones: s'inscrire pleinement dans l'espace national et «gauchir» son histoire. La Première Guerre mondiale bouleverse les perspectives: la nation n'est plus pensée comme avant 1914. Les sociaux-démocrates germanophones abandonnent le rêve d'une grande République allemande né sur les barricades de 1848. Cet essai historique ramène alors les gauches française et européenne du XXIe siècle, et le lecteur, à des problématiques actuelles. ■

Florent Godguin

Paru dans *L'Humanité*

Jean-Numa Ducange, *Quand la gauche pensait la nation*, Fayard, 336 pages

Au cœur de la biodiversité arborisée

EXPO • L'Espace Arlaud présente le travail remarquable de la peintre et plasticienne Anne-Lise Saillen. L'arbre est au centre d'une exposition à la fois artistique et scientifique.

C'est là une exposition particulièrement ambitieuse. Elle revêt au premier chef un caractère artistique, mais aussi scientifique et même, pourrait-on dire, philosophique, dans la mesure où elle s'interroge sur la survie des arbres, si nécessaires à notre écosystème. Un thème particulièrement important à notre époque où le réchauffement climatique provoque l'effondrement de la biodiversité. L'artiste s'est donc adjoint la collaboration du Musée et des jardins botaniques cantonaux et de leurs spécialistes. Cet aspect scientifique est dûment développé, mais de manière très accessible au profane, dans la brochure que les visiteurs de l'Espace Arlaud trouveront à l'entrée, et qu'ils pourront lire en toute quiétude à leur domicile. Nous allons donc nous concentrer ici sur l'aspect esthétique de cette grande et belle exposition.

Large palette

Elle séduit d'abord par la variété des techniques utilisées. Anne-Lise Saillen, qui dit avoir « toujours aimé les arbres », a fourni un énorme travail, qui s'est étendu sur plusieurs années de réflexion et de création. Dans une série d'œuvres en trois dimensions, elle a créé des arbres artificiels avec leurs feuilles, en fer, papier de journal mâché, acrylique et brou de noix. Dans une autre salle, dont les murs sont recouverts de panneaux peints qui figurent des troncs, on croit se promener dans la forêt. Savait-on que la Lune exerce une influence, non seulement sur les



Une vue de l'exposition *Et les arbres demain?* d'Anne-Lise Saillen à l'Espace Arlaud, Lausanne.

DR

marées, mais aussi sur la croissance des arbres? Ce que suggère l'artiste, dans trois panneaux poétiques, où l'on voit derrière un arbre la marche progressive de l'astre dans le ciel.

Recyclages et découpages

L'artiste a toujours été séduite et influencée par l'estampe japonaise. On le ressent dans ses propres

estampes à l'encre de chine et mine de plomb en noir-blanc, d'une très grande délicatesse. On s'arrêtera aussi avec curiosité et intérêt dans une salle où sont exposées des œuvres de petite taille, où Anne-Lise Saillen a réutilisé (ou recyclé) des fragments de cartes de géographie, et illustré chaque pays par un découpage peint représentant un arbre caractéristique de la région.

Dans le même esprit, la série intitulée « Vues de la planète bleue », consacrée à de nombreux pays et à leurs arbres emblématiques, palmier ou baobab par exemple. Elle est agrémentée d'un timbre-poste et d'une courte citation d'un poète, dont Pablo Neruda.

L'aspect scientifique, certes sous-jacent, n'est cependant pas absent de l'exposition. Le Musée botanique lui a

prêté quelques pièces de son joyau, l'herbier peint par Rosalie de Constant en 1795, et constitué de 1245 planches peintes d'espèces végétales poussant en Suisse et accompagnées, pour chacune d'entre elles, d'une description minutieuse de la plante.

Nombre d'or

Évoquons enfin, à l'étage, l'installation monumentale faite de petits panneaux colorés suspendus et intitulée « Mezza Voce ». Celle-ci s'inspire du nombre d'or découvert par Euclide et de la « suite de Fibonacci » découverte au XIII^e siècle. Mais même pour celles et ceux qui ne seraient pas férus de mathématique, ce travail considérable enchante par la disposition, la taille diverse et les couleurs de cet ensemble au milieu duquel il fait bon déambuler.

Pour rappeler que le sort des arbres est capital pour notre biosphère, alors que certaines régions connaissent des déforestations massives et parfois criminelles, les visiteurs ont la possibilité, au rez-de-chaussée, d'ajouter une feuille à un arbre sommairement peint, et de laisser un message personnel pour témoigner de leur implication dans la défense de notre écosystème. Voilà donc une exposition qui enchante les sens et nous permet de prendre mieux conscience d'un enjeu majeur pour notre Terre. ■

Pierre Jeanneret

Anne-Lise Saillen, « Et les arbres demain? Exposition entre art et sciences », Espace Arlaud, Place de la Riponne, Lausanne, mercredi jusqu'au 4 juillet.

Naissance de la mondialisation

LIVRE • La mondialisation a commencé en l'an 1000. C'est la thèse que défend l'universitaire étasunienne Valerie Hansen.

Rappelons d'abord que, pris dans son sens neutre et non polémique, le terme de « mondialisation » correspond à un processus de libre circulation des marchandises, capitaux, personnes, techniques et idées. Jusqu'ici, il était admis que la mondialisation avait connu deux phases initiales. La première aurait suivi la « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb et la circumnavigation de Magellan en 1521. Quant à la deuxième, elle aurait été amenée au 19^e siècle par la révolution industrielle en Europe et a ouvert la création des grands empires coloniaux.

Débuts précoces sous les Vikings

Or la professeure à l'Université de Yale, Valerie Hansen, avance une thèse décapante, dans un ouvrage de synthèse qui a connu un succès mondial. Pour elle, qui s'appuie d'ailleurs sur une riche bibliographie, la mondialisation a commencé autour de l'an 1000. C'est en effet à cette époque « qu'ont été tracées les routes commerciales qui, sur l'ensemble de la planète, ont permis aux marchandises, aux technologies, aux religions » de se répandre hors de leur sphère d'origine. Selon une estimation approximative, la Terre aurait compté alors 250 millions d'habitants.

La démonstration de l'auteure commence par l'expédition viking qui, en l'an 1000, a conduit Leif Erik-



Bateau porteur d'espoirs de découvertes par Jón Gunnar dans la capitale islandaise.

Fougerouse Arnaud

son jusqu'en Amérique. Celle-ci est aujourd'hui incontestée par les historiens, même si le seul site viking attesté en Amérique du Nord se situe dans l'Anse aux Meadows, au nord de Terre-Neuve. Mais il paraît certain que les Scandinaves sont descendus plus au sud, dans une terre plus accueillante qu'ils nommaient « Vinland ». Les traversées des Vikings vers l'Islande, le Groenland et l'Amérique ont ouvert de nouvelles voies vers l'Ouest.

Expéditions suédoises

De leur côté, les Suédois ont traversé la Baltique puis ont parcouru les fleuves de ce qui allait devenir la Russie (ce nom vient d'ailleurs du nom

nordique Rus' désignant les Scandinaves), jusqu'à atteindre la mer Noire. Ils étaient à la recherche de fourrures, très demandées à l'époque, et d'esclaves: il est d'ailleurs admis que le mot « esclave » vient de « Slaves ». Ils ouvrirent ainsi de nouvelles voies commerciales vers l'Est et furent à l'origine du premier État russe, celui de Kiev, après la conversion au christianisme byzantin de leur roi Vladimir autour de 988. Les Vikings menèrent aussi des expéditions jusqu'en Méditerranée. Tout cela provoqua d'intenses échanges commerciaux: en témoigne la quantité phénoménale de dirhams d'argent – une monnaie typiquement arabe – retrouvés en Suède et dans

toutes les terres conquises par les Scandinaves.

Voies panaméricaines

Bien que totalement ignorées par les Européens jusqu'à leur « découverte » et aux sanglantes conquêtes de Cortès au Mexique et Pizarro dans les Andes, l'Amérique centrale et du Sud n'étaient pas en reste. Valerie Hansen consacre un chapitre aux « grandes voies panaméricaines de l'an 1000 », du Yucatan au Texas actuel. Celles-ci amenèrent notamment la diffusion de la culture intensive du maïs, née au Mexique.

L'auteure met également en valeur le rôle des Africains dans les échanges commerciaux entre le monde islamique et l'Afrique. Ce qui explique la forte imprégnation de l'Islam dans des pays comme le Sénégal. La capitale des Abbassides, Bagdad, rayonnait alors comme l'un des centres intellectuels du monde. Les Arabes commerçaient avec de nombreux pays, dont l'Inde. La mondialisation a aussi permis aux grandes religions de se propager dans de nouvelles contrées. Ce fut le cas notamment de l'islam, dans toute l'Asie centrale et jusque dans l'actuelle Indonésie. On a pu parler d'un « internationalisme sunnite »!

Périple polynésien et chinois

Une vision longtemps trop eurocentriste de l'Histoire a conduit à ignorer les grands périple maritimes effectués par les Polynésiens et les Chinois. En l'an 1000, la Chine était

l'empire le plus engagé dans des relations commerciales avec des nations étrangères. Du port de Canton, d'immenses jonques (beaucoup plus grandes que les caravelles de Christophe Colomb cinq siècles plus tard) voguaient vers l'Inde et l'Arabie. Les Chinois importaient notamment des défenses d'éléphants, des noix de coco, du poivre noir, du clou de girofle et d'énormes quantités de substances aromatiques, très prisées chez eux ainsi qu'au Japon. Ils exportaient surtout des soieries et des porcelaines, dont ils possédaient les secrets de fabrication.

Tout cela incline à relativiser la « nouveauté » des voyages maritimes de Vasco de Gama et des conquistadors espagnols. En réalité, ils ne faisaient le plus souvent qu'emprunter d'anciennes voies de navigation et de commerce, découvertes bien avant eux.

Si cet ouvrage s'adresse à un large public, il requiert néanmoins une attention assez soutenue, car l'auteur décrit avec force détails (parfois un peu trop) les différentes civilisations concernées par la démonstration de sa thèse. Voilà un livre qui ouvre de larges perspectives et nous fait voyager dans un espace-monde bien antérieur au nôtre et méconnu. ■

Pierre Jeanneret

Valerie Hansen, *L'an 1000. Quand les explorateurs ont connecté l'humanité et que la mondialisation est née*, Éditions Quanto (Presses polytechniques et universitaires romandes), 2021, 395 p.